



politique

Mariage gay : la droite s'invite à l'Élysée

Quelques dizaines de parlementaires sont allés mercredi réclamer un référendum.

STÉPHANE KOVACS

FAMILLE Avec leurs écharpes tricolores et la voix de leurs électeurs pour seules armes, ils ont marché vers l'Élysée. Mais en fait de rendez-vous avec le président, les élus hostiles au mariage homosexuel n'ont obtenu qu'une brève rencontre, « dans un cagibi » avec sa directrice de cabinet, Sylvie Hubac. « Elle s'est engagée à nous répondre d'ici à demain », a annoncé Hervé Mariton, député UMP de la Drôme, en brandissant un accusé de réception qualifiant sa délégation de « calme et courtoise ». Il a ajouté : « Si nous n'obtenions pas de rendez-vous, ce serait dire le mépris du président de la République pour la représentation nationale ! »

Après plusieurs courriers à François Hollande, demeurés sans réponse, quelques dizaines de parlementaires d'opposition, emmenés par Hervé Mariton et Philippe Gosselin, député de la Manche, ont décidé mercredi d'aller eux-mêmes porter leur lettre à l'Élysée. « Les Français, dans leur majorité, ne sont pas d'accord : vous devez les entendre, souligne l'appel de l'Entente pour la famille, un collectif de 217 députés et sénateurs, principalement UMP. On ne change pas de civilisation en catimini. Soumettez ce texte à un référendum qui permette à tous les Français de se prononcer en conscience. »

« La parole au peuple »

Partis de l'Assemblée nationale, les signataires de l'Entente sont rejoints par plusieurs élus de la région parisienne. Maire adjointe d'Antony, Armelle Cotentenceau brandit une pancarte « Signez le référendum pour tous ». « Je ne suis pas venue en tant qu'UMP, souligne-t-elle,

mais en tant que mère : c'est une démarche plus profonde. » Conseiller municipal à Montigny-le-Bretonneux, membre du Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin, Matthieu Colombani réclame lui aussi une consultation populaire, « sinon

une sorte de rancœur persistera, qui pourra créer des tensions sociales ». Désormais « bien informés, les Français n'ont plus tout à fait la même opinion que quand ils ont élu François Hollande », veut croire

Alexandra Fourcade, adjointe au maire de Neuilly et conseillère générale des Hauts-de-Seine.

« J'en ai assez du mépris avec lequel sont traitées nos interrogations sur l'avenir de nos enfants, s'agace Laurent Wauquiez, député de Haute-Loire. Assez d'entendre qu'on est ringards ou contre l'amour. On est en droit d'exiger un peu plus de respect républicain. » Sur le pont de la Concorde, une passante antillaise applaudit : « Je vais m'impliquer d'autant plus que je suis choquée par l'arrogance du gouvernement ! »

Minishort et cuissardes fuchsia, Frigide Barjot, venue soutenir les élus, promène allègrement ses talons aiguilles sur les pavés. « Nous avons déjà plus de 250 000 signatures sur la page lereferendumofficiel.pourtous », s'enthousiasme l'égérie de la Manif pour tous. Place de la Concorde, le cortège croise une poignée de militants

LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi et Trans). « On aura nos droits ! » scandent-ils, maintenus par un cordon de policiers.

« Le Parlement n'est pas légitime »

« Le Parlement n'est pas légitime pour trancher cette question, affirme Henri Guaino, ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy. Seul le peuple peut la trancher. Nous demandons au président qu'il se grandisse en donnant la parole au peuple. » Bras dessus, bras dessous avec deux ajointes au maire de Fontainebleau, Charles de Courson, député UDI de la Marne, insiste : « Il y a un principe, quand on est président, c'est de ne pas diviser son

peuple ! » Pour le député d'extrême droite Jacques Bompard, « ce refus du débat est ahurissant pour un président qui se prétend normal... ».

Seul représentant de la gauche à avoir eu le courage d'afficher ses positions, Jean-Jacques Rateau, venu de Belgique où il est élu à l'Assemblée des Français de l'étranger, regrette que ses amis privilégient « la discipline » : « Sur un sujet comme cela, on devrait avoir le droit de s'exprimer... », lâche-t-il. « On n'a pas sollicité les parlementaires de gauche, pour ne pas jeter une forme de trouble, précise Jean-Frédéric Poisson, député des Yvelines. Mais plusieurs d'entre eux partagent nos idées. »

Maire du Chesnay et porte-parole de la Manif pour tous, Philippe Brillault appelle à « libérer ces otages politiques » : « J'en connais pas mal, assure-t-il. Mais vous savez, les libérations d'otages, c'est toujours risqué... Par prudence, ils attendent la réaction de François Hollande à la manifestation promariage gay de ce dimanche. Ils auront peut-être le courage de se montrer la semaine prochaine... » ■



Mercredi, des parlementaires d'opposition, emmenés par Hervé Mariton (au centre) et Philippe Gosselin (à sa droite), sont allés porter leur demande de référendum à l'Élysée. JC MARMARA/LE FIGARO